

N. I. Boukharine

**Discours à la réunion de  
l'Assemblée Constituante**

*5 janvier 1918*

**Source** : LES CAHIERS DU MOUVEMENT OUVRIER / NUMÉRO 77 / 10-03-2018 /  
p. 42-45, sous le titre : *Boukharine contre les « bavardages » de Tchernov.*

[Notes des éditeurs des CMO].

N. I. Boukharine

## Discours du 5 janvier 1918 à la réunion de l'Assemblée Constituante

Camarades et citoyens ! Au nom du parti ouvrier communiste prolétaire des bolcheviks, nous proposons à l'Assemblée constituante d'examiner la question la plus urgente à l'ordre du jour, l'adoption de la déclaration du pouvoir suprême de la République soviétique russe, de la déclaration du comité central exécutif des soviets des députés ouvriers, soldats et paysans et, d'abord, la question du pouvoir. Je me permettrai, camarades, de le faire en peu de mots, parce que maintenant le temps nous est précieux – et je ne suivrai pas l'exemple du citoyen Tchernov qui, après nous avoir déclaré qu'il était indispensable d'être bref, a bavardé ici très longuement (*Voix* : « *Quelle expression !* »)... Je me permettrai de motiver brièvement notre proposition. C'est un fait, camarades, que l'on peut jurer par Zimmerwald<sup>1</sup> et être, en même temps, traître à Zimmerwald ; on peut, camarades, parler des masses laborieuses et les faire fusiller en même temps par les balles dum-dum des junkers... On peut, camarades et citoyens, affirmer que l'on veut le socialisme et en même temps assassiner ce socialisme. On peut, camarades, piller à droite et à gauche, le programme du parti prolétarien et, en même temps, étrangler ce parti prolétarien (...).

Nous estimons que le problème du contrôle du pouvoir par le parti du prolétariat révolutionnaire est un problème essentiel de la réalité russe vivante, un problème que résoudra définitivement cette même guerre civile qu'aucun des exorcismes de messieurs Tchernov et C<sup>ie</sup> ne pourra arrêter, jusqu'à la victoire définitive des ouvriers, soldats et paysans russes victorieux (*bruits, cris et applaudissements à gauche*).

Le citoyen Tchernov, dans une belle envolée, nous a déclaré que le grand État russe doit affirmer sa volonté de bâtir le socialisme. Nous pouvons nous ranger entièrement à cet avis, mais nous serions de fieffés hypocrites si nous nous contentions d'en parler, sans agir. Or, dans la mesure où nous voulons agir dans ce sens, on nous poignarde dans le dos, et ce, au moment même où nous marchons contre les forces du capital international mobilisé et uni contre nous... (*Soukhanov*<sup>2</sup>, *de sa place* : « *Vous vous croyez encore à un meeting ?* »)... bien que le monde bourgeois ait pris les armes, et non seulement la bourgeoisie russe, mais encore la bourgeoisie de l'Europe entière, du globe terrestre tout entier.

Permettez-moi de motiver nos exigences à l'aide d'exemples précis et concrets. Prenons par exemple, camarades, l'un des problèmes essentiels et peut-être aujourd'hui l'une des questions les plus douloureuse, celui de la réglementation de la production. Si, camarades, nous nous contentions d'adopter la formule de la réglementation de la production par l'État sans régler, en même temps, le problème de l'État lui-même en tant que république soviétique, non seulement nous n'apporterions rien de bon au peuple travailleur, mais au

---

<sup>1</sup> Allusion au fait que Tchernov était délégué du parti socialiste-révolutionnaire à la conférence de Zimmerwald en Suisse, qui réunit en septembre 1915 des militants socialistes, restés fidèles à l'internationalisme et opposés à l'Union sacrée.

<sup>2</sup> Nicolas Soukhanov (1882-1940), dirigeant menchevik-internationaliste.

contraire nous le plongerions dans l'esclavage où il se trouve déjà dans les pays prétendus civilisés, mais en réalité barbares.

Camarades, si nous transférons la réglementation de la production entre les mains d'un pouvoir autre que celui des ouvriers et des paysans, entre les mains d'un pouvoir dit populaire, ou encore national, c'est-à-dire entre les mains de la coalition trois fois méprisable et trois fois maudite, nous aboutirions au résultat suivant : nous rendrions au capitalisme toute la production que nous lui avons arrachée, malgré les citoyens Tchernov et Roudnev. La réglementation de la production se ferait alors dans l'intérêt de la guerre impérialiste, dans le sens de l'asservissement maximum des masses populaires, en faveur de la clique financière internationale, qui nous avait montré son vrai visage avant la révolution d'octobre, et cela grâce à Tsereteli<sup>3</sup>, qui avait accepté et soutenu la coalition<sup>4</sup>, grâce à Tchernov, qui, après ses incantations, a préféré s'abstenir à un moment décisif, mais commode pour lui. Mais cette réglementation aboutirait alors à une production qui serait, dans son essence même, celle d'un capitaliste d'État que l'idéologue-économiste Maslov<sup>5</sup>, l'un de nos adversaires politiques, a qualifié, à juste titre, de « *capitalisme de bagne* ».

Prenons maintenant le problème de la terre. Si nous disons que nous allons transférer toute la terre à l'État, la signification positive ou négative de cet acte sera déterminée par le problème suivant : entre quelles mains se trouvera alors le pouvoir étatique, c'est-à-dire sera-t-il entre les mains de la classe des travailleurs et uniquement entre ses mains, pourra-t-elle disposer de cette terre commune en s'appuyant sur une puissante organisation des ouvriers et des paysans (cette alliance du travail la plus formidable de l'histoire, l'alliance des deux forces motrices de la plus grande des révolutions russes), ou bien cette terre, ce fonds agraire, sera-t-il mis, sans contrôle, à la disposition d'un État dit national, qui sera le maître et où le citoyen Tsereteli serrera la main du citoyen Boublikov<sup>6</sup> ?

Camarades et citoyens ! Examinons de même le problème des banques. Si, pour le moment, nous avons réussi à briser aux trois quarts – et cela malgré tous les efforts déployés par nos adversaires et ennemis politiques – la domination du capital financier, si nous avons réussi à étouffer à moitié le monstre du capital financier qui, jusqu'à présent, nous poussait vers le carnage impérialiste, le problème de la nationalisation des banques risque de devenir une caricature, le contraire de ce que nous voulions, s'il n'est pas résolu comme nous le proposons. Si les banques, même nationalisées, se trouvent, en effet, entre les mains d'un pouvoir « conciliateur », et nous savons ce que ce pouvoir signifie en fait (c'est *de facto* le pouvoir de la clique impérialiste), si donc ces banques, nationalisées, se trouvaient entre les mains d'un État diminué [ ? **dominé** ?], en fin de compte, par les chefs du capital financier, nous ne ferions alors qu'aider la bourgeoisie, en créant, à son profit, un appareil technique centralisé et nous serions les fidèles commis, les chiens de garde de nos oppresseurs, des exploités des masses laborieuses (...).

---

<sup>3</sup> Irakli Tsereteli (1889-1959), dirigeant du parti ouvrier social-démocrate géorgien (menchevik), membre du gouvernement provisoire dirigé par Kerenski.

<sup>4</sup> La coalition, c'est-à-dire le gouvernement provisoire à partir de mai 1917, dans lequel siégeaient des ministres bourgeois membres du parti constitutionnel-démocrate (cadet) et des ministres mencheviks et S-R.

<sup>5</sup> Maslov, socialiste-révolutionnaire de droite.

<sup>6</sup> Alexandre Boublikov, ingénieur des chemins de fer, député de la Douma; en février 1917, s'empare du ministère des Voies et communications.

Nous ne formulons point ici un jugement *a priori*, sans l'avoir étayé par l'expérience. Les partis que vous venez d'entendre ont déjà démontré quel pouvoir ils désiraient. Ils avaient entre leurs mains toutes les possibilités, et ils ont choisi, comme type idéal du pouvoir d'État, un pouvoir « conciliateur », impérialiste, que dirigerait en fait Riabouchinski<sup>7</sup>, par l'entremise de Kerenski. Nous savons, sans le moindre doute, qu'il s'agit bien là du même pouvoir, qu'ils ont déjà soutenu dans le passé ; car ils n'ont jamais renoncé de façon expresse et publique aux arguments qu'ils ont utilisés pendant huit mois. C'est précisément pourquoi nous savons que le service du travail général obligatoire se transformerait, sous leur direction, en un instrument d'asservissement des masses laborieuses.

Cela signifie que la classe ouvrière, que chaque prolétaire pris à part et qui, aujourd'hui, est un prolétaire révolutionnaire rouge, que chaque soldat, que chaque matelot et chaque paysan deviendraient de misérables esclaves blancs, pliant sous le poids, sous le joug d'un État impérialiste et pillard ; ce ne seraient plus que des bagnards rivés à la brouette impérialiste, qu'ils devraient pousser nuit et jour pour servir les intérêts d'un État capitaliste, constitué avec l'aide de ces mêmes partis qui préconisent un pouvoir « conciliateur ».

Camarades, le problème de la paix qui nous tient tant à cœur se présente exactement de la même façon. Mais, camarades, si le problème de la paix était confié, lui aussi, aux organes dits nationaux et non à des organisations de classe, c'est-à-dire aux organisations des travailleurs, nous trahirions la cause de la paix de la grande lutte contre la guerre impérialiste, en la remettant, par l'intermédiaire des « conciliateurs », que nous connaissons si bien et qui ont assez révélé quelle était leur nature politique, entre les mains de nos ennemis, entre les mains des exploités contre lesquels – nous le jurons du haut de cette tribune – nous mènerons la guerre civile, sans conciliation possible... (*Vifs applaudissements à gauche.*)

Camarades! Un autre problème très important, lié également à celui du pouvoir, se pose devant nous : celui de l'armement du peuple et de la milice, dont a parlé ici le citoyen Tchernov, celui du pouvoir. Ce problème peut être résolu d'une façon diamétralement opposée à celle qu'il propose. Il est vain de parler de milice populaire si le pouvoir n'est pas transféré aux masses laborieuses et à elles seules (...).

La milice n'est populaire que lorsqu'elle implique un désarmement total de l'État et l'armement total des prolétaires et des paysans ; or cela ne peut s'accomplir que si tout le pouvoir appartient entièrement à l'ouvrier, au paysan et au soldat et non aux institutions dites nationales où, à côté du peuple, siègent aussi ses assassins, s'il appartient au peuple et à lui seul (...).

Nous considérons que seule l'organisation des forces armées concentrant tous les fils, de la base au centre, entre les mains des classes travailleuses organisées en un pouvoir d'État, que seul un tel pouvoir peut résoudre franchement dans l'avenir, le problème d'une milice effectivement populaire.

Camarades, je le répète, il est facile de multiplier les belles phrases... N'est-ce pas le citoyen Kerenski qui disait, en menant des millions de soldats russes au carnage, que ceux-ci défendaient la cause de la révolution russe, au moment même où il recevait, par des voies

---

<sup>7</sup> Riabouchinski, industriel, une des têtes du Torgprom, organisation d'anciens industriels russes militant pour l'intervention armée contre la République des Soviets et le rétablissement de l'Ancien régime.

secrètes, les ordres infâmes de l'impérialisme étranger, auxquels il obéissait comme un laquais (...) ?

Camarades, nous vivons un grand moment de l'histoire : une ligne de partage divise aujourd'hui l'Assemblée en deux camps irréconciliables – ne jouons plus à cache-cache en essayant de dissimuler ce fait par des mots. Cette ligne de partage entre deux camps irréconciliables, opposés sur le terrain des principes, dessine une frontière entre les partisans du socialisme et ses ennemis. Le citoyen Tchernov a déclaré que nous devons montrer que nous voulons le socialisme : mais de quel socialisme parlait le citoyen Tchernov ? De celui qui s'instaurera dans quelque deux cents ans et que construiront nos petits-fils ? Est-ce de ce socialisme-là qu'il parlait ? Nous, nous parlons du socialisme vivant, créateur, d'un socialisme dont nous ne voulons pas seulement parler, mais que nous voulons réaliser... (*Applaudissements à gauche.*)

Voilà, camarades ce qui s'appelle être un socialiste actif si l'on prend au sérieux le problème soulevé par le citoyen Tchernov et si l'on manifeste sérieusement sa volonté d'instaurer la dictature des classes travailleuses (*applaudissements à gauche.*). Tous les socialistes ont, jusqu'à présent, affirmé que seule la conquête dictatoriale du pouvoir politique tout entier, seule l'exploitation exclusive de l'appareil tout entier de la machine gouvernementale, permettraient aux classes laborieuses de renverser la structure de l'actuel régime capitaliste. On en a parlé, disserté, on a proféré des serments.

Mais aujourd'hui que nous nous trouvons à un moment décisif, que la classe ouvrière russe, les travailleurs pauvres des campagnes, entourés d'ennemis, couverts d'une sueur de sang, mettent enfin sur pied cette dictature, c'est à ce moment suprême qu'apparaissent les renégats du socialisme. Ils font des avances au Don<sup>8</sup>, à la Rada bourgeoise<sup>9</sup>, ils pointent, en ce moment même, les canons de leurs fusils contre les soviets ukrainiens, c'est-à-dire contre les représentants authentiques des travailleurs ukrainiens. Il se trouve des socialistes pour déclarer que la dictature relève d'une morale de Hottentots. et lorsque nous, les sociaux-démocrates révolutionnaires, nous nous prononçons pour une solution dictatoriale du problème du pouvoir (*Bruits au centre*)... pour les plus hardies, pour des mesures tendant à la guerre la plus décidée, la plus impitoyable contre tous les ennemis du peuple, c'est alors que ces socialistes viennent nous dire : « *Mais vous copiez les procédés de l'autocratie, vous raisonnez comme le Hottentot qui déclarait: si c'est moi qui vole une vache, c'est bien, mais si c'est à moi que l'on vole une vache, c'est mal.* »

En posant le problème du pouvoir et de la dictature en ces termes, ces honorables citoyens ne réussissent à démontrer qu'une seule chose : c'est qu'ils mettent sur le même plan les esclaves misérables et exploités, mais fiers et révoltés, et leurs exploiters, représentants du capital financier. Ils les placent dans des conditions identiques et leur reconnaissent le même droit moral : celui d'étrangler l'adversaire. et c'est au moment où le parti du prolétariat révolutionnaire et celui des couches laborieuses de la population mènent la lutte la plus cruelle qu'on ait jamais vue dans l'histoire, et qu'ils tendent toutes leurs forces pour la gagner,

---

<sup>8</sup> Un soulèvement contre-révolutionnaire cosaque, dirigé par le général Kaledine, tenait le Don depuis décembre.

<sup>9</sup> Il s'agit de la Rada ukrainienne, c'est-à-dire l'assemblée bourgeoise qui proclame l'indépendance de l'Ukraine après la révolution d'octobre et est immédiatement reconnue par les gouvernements français et britannique.

c'est au moment même où ces partis et ces classes emploient la violence et même, si nécessaire, la terreur contre l'oppression séculaire, pour renverser cette triste société capitaliste, c'est à ce moment même que nos adversaires braillent que l'on viole le droit du capitaliste à exploiter librement les citoyens de la grande République soviétique.

Camarades, nous devons aujourd'hui garder en mémoire toute la responsabilité qui pèse sur nous : nous ne devons pas oublier que l'humanité vit actuellement une période cruciale de son histoire ; que ni pendant la guerre de Trente Ans<sup>10</sup>, ni pendant la grande Révolution française, ni pendant les guerres de libération bourgeoises, jamais ne s'est produite, depuis qu'existe la société humaine, une éruption aussi colossale que la nôtre. En ce moment, camarades, nous posons les fondements de la vie de l'humanité pour les millénaires à venir. Nous sommes tous mortels, et aujourd'hui une question se pose devant chacun de nous et pèse de tout son poids sur la conscience de chacun : avec qui serons-nous ? Avec Kaledine<sup>11</sup>(...), avec les junkers, avec les fabricants, les négociants, les directeurs des banques, qui favorisent le sabotage et étranglent la classe ouvrière, ou bien avec les capotes grises, les ouvriers, les soldats, les matelots ? Allons-nous marcher avec eux, épaule contre épaule, partageant leur destin, heureux de leurs victoires, abattus de leurs défaites, liés par une seule et unique volonté : bâtir le socialisme, par un seul et unique désir : édifier un pouvoir fort, le pouvoir de la grande République soviétique russe, pour écraser sous une roue de fer le capital mondial ? (*Applaudissements à gauche*).

Camarades ! La dernière nouveauté que nous offrent nos adversaires politiques, c'est aujourd'hui, à l'heure d'une guerre impérialiste désespérée, la création d'une minable république bourgeoise parlementaire, sur le modèle de la République américaine, qui exécute ses socialistes à l'électricité, ou de la France, sous la coupe toute-puissante de sa clique financière !

Et maintenant, camarades, alors que, du jour au lendemain, le monde entier va s'embraser de l'incendie de la révolution, du haut de cette tribune, nous déclarons à la république bourgeoise parlementaire une guerre sans merci ! (*Vifs applaudissements à gauche qui se transforment en ovation.*). Nous, les communistes, nous, le parti ouvrier, nous voulons créer, en Russie d'abord, la grande République soviétique des travailleurs, nous lançons le mot d'ordre, proclamé par Marx il y a déjà un demi-siècle ; et que les classes dominantes et leurs parasites avec elles tremblent devant la révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre, que leurs chaînes, et ils conquerront le monde entier ! Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! (*Ovations à gauche. Cris : « Vive le pouvoir des soviets ! »*).

---

<sup>10</sup> la guerre de Trente Ans (1618-1648) fut une guerre européenne qui ravagea l'Allemagne et l'Europe centrale.

<sup>11</sup> Alexeï Kaledine (1861-1918), officier russe, ataman des cosaques du Don, combattit avec les blancs durant la guerre civile.